

## Indicateurs régionaux : emploi, marché du travail, politiques d'emploi, solidarité

Les indicateurs économiques de la période observée (4ème trimestre 2021 pour l'emploi salarié et le taux de chômage, 1er trimestre 2022 pour la demande d'emploi) sont très bons, avec un niveau qui le plus souvent est meilleur que celui d'avant crise. Ce constat d'ensemble est à nuancer, les activités étant plus ou moins impactées par des aléas déjà observés (hausse des coûts énergétiques et des matières premières) ou produisant leurs premiers effets (conflit russo-ukrainien, accélération et généralisation de la tendance inflationniste, influenza aviaire).

On notera en particulier les difficultés persistantes d'approvisionnement dans les IAA et les industries métallurgiques et mécaniques, le recul continu de la construction de véhicules automobiles, et des difficultés de recrutement qui freinent de nombreux secteurs.

Les données départementales sont à retrouver en pages 6 et 7.

### L'activité économique poursuit son expansion au 1er trimestre 2022, y compris dans l'industrie hors automobile.

D'après l'enquête de la Banque de France auprès des chefs d'entreprises de la région, l'activité économique du mois de mars 2022 est en hausse, comme elle l'a été au cours du trimestre précédent.

Le regain d'activité dans l'industrie se poursuit, malgré la baisse continue de la construction automobile, et l'amorce d'un recul dans la transformation de la viande, en raison de la grippe aviaire.

De leur côté, les services marchands, en progression, se voient freinés par des difficultés persistantes de recrutement.

La construction continue sur sa bonne tendance, à la fois dans le bâtiment et les travaux publics.

Les préoccupations portent davantage, ce trimestre, sur les difficultés d'approvisionnement, la hausse du coût de l'énergie et des matières premières et sur les incertitudes nées de l'offensive russe en Ukraine.

### Baisse inédite de la demande d'emploi.

Comparés à ceux du 1er trim. 2020 (niveau d'avant crise), les chiffres sont meilleurs en catégorie A (-16%) comme en cat. ABC (-7%).

La demande d'emploi de catégorie A est de nouveau en baisse sur un trimestre en Pays de la Loire (-6,2%) comme en France métropolitaine (-5,3%). Celle des demandeurs d'emploi ayant eu un temps de travail réduit durant le trimestre (catégories B et C) varie de son côté à la hausse, avec +0,4% (+0,6% en France).

Le repli annuel en catégorie A est proche de -20% (-19,9%, contre -16,5% en France).

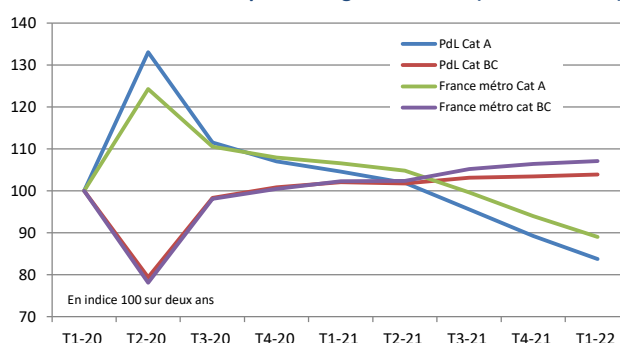
Considérées ensemble, les catégories A, B et C sont en baisse sur un trimestre (-2,8% en Pays de la Loire comme en France), avec des écarts annuels très prononcés : -9,9% en région, -8,4% en France.

Par rapport aux données du 1er trimestre 2020 (les dernières à pouvoir être considérées comme d'avant crise), les données du 1er trimestre 2022 se situent en retrait de 16,3% pour la catégorie A, de 6,8% pour les catégories ABC.

Autre alerte en passe de s'effacer, la proportion de demandeurs d'emploi de longue durée sur le total ABC. Après avoir dépassé 50% du total, le nombre de DELD représente, ce trimestre, 48,5% du total des inscrits en cat. ABC, soit une part à peine supérieure à celle de la France métropolitaine (48,1%).

\* Date d'arrêt des chiffres : 1er trimestre 2022 pour la demande d'emploi et les entrées en contrats aidés, 4ème trimestre 2021 pour l'emploi salarié, l'intérim, et le taux de chômage, ainsi que pour les prestations sociales en région Pays de la Loire. Dates particulières : 3ème trimestre 2021 pour l'insertion par l'activité économique, 4ème trimestre 2021 pour l'apprentissage et les stocks en contrats aidés.

### Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (séries CVS-CJO)



### Demandeurs d'emploi inscrits en fin de trimestre<sup>(1)</sup>

	1er trim.	Var. (en %) sur	
	2022	1 trim.	1 an
<b>Pays de la Loire :</b>			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	139 590	- 6,2	- 19,9
Catégories B, C	153 420	+ 0,4	+ 1,7
Catégories A, B, C	293 000	- 2,8	- 9,9
<b>France métropolitaine :</b>			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	2 962 800	- 5,3	- 16,5
Catégories B, C	2 281 400	+ 0,6	+ 4,7
Catégories A, B, C	5 244 200	- 2,8	- 8,4

Source : STMT, Pôle Emploi, DARES

Calcul des CVS-CJO : DARES

(1) Les catégories de demandeurs d'emploi :

Catégorie A : en recherche active, disponibles, sans emploi

Catégories B, C : en recherche active, en activité réduite

Catégories A, B, C : en recherche active

# La demande d'emploi

## Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Catégorie A	Pays de la Loire			France	
	T1 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
<b>Hommes</b>	<b>69 690</b>	- 6,2	- 20,8	- 5,6	- 17,4
< 25 ans	10 720	- 12,2	- 29,2	- 10,5	- 25,3
25 - 49 ans	40 200	- 5,4	- 21,1	- 5,5	- 18,4
50 ans et plus	18 770	- 4,2	- 14,5	- 3,6	- 11,1
<b>Femmes</b>	<b>69 900</b>	- 6,2	- 19,0	- 4,9	- 15,5
< 25 ans	9 860	- 12,0	- 27,1	- 11,1	- 25,4
25 - 49 ans	40 710	- 5,3	- 19,2	- 4,4	- 15,6
50 ans et plus	19 330	- 4,7	- 13,7	- 3,2	- 10,5
<b>Total</b>	<b>139 590</b>	- 6,2	- 19,9	- 5,3	- 16,5
< 25 ans	20 580	- 12,1	- 28,2	- 10,8	- 25,4
25 - 49 ans	80 910	- 5,4	- 20,1	- 4,9	- 17,0
50 ans et plus	38 100	- 4,5	- 14,1	- 3,4	- 10,8

Sources : STMT - Pôle Emploi, DARES  
Calcul des CVS-CJO : DARES

Catégories A, B, C	Pays de la Loire			France	
	T1 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
<b>Hommes</b>	<b>134 010</b>	- 3,0	- 10,5	- 3,2	- 9,3
< 25 ans	20 420	- 4,9	- 17,4	- 4,7	- 15,5
25 - 49 ans	80 980	- 2,9	- 10,9	- 3,4	- 10,1
50 ans et plus	32 620	- 2,0	- 4,4	- 1,9	- 3,9
<b>Femmes</b>	<b>158 990</b>	- 2,7	- 9,4	- 2,4	- 7,7
< 25 ans	21 050	- 3,6	- 16,0	- 4,1	- 15,0
25 - 49 ans	94 400	- 2,8	- 10,0	- 2,4	- 8,0
50 ans et plus	43 540	- 2,0	- 4,3	- 1,6	- 3,6
<b>Total</b>	<b>293 000</b>	- 2,8	- 9,9	- 2,8	- 8,4
< 25 ans	41 470	- 4,2	- 16,7	- 4,4	- 15,3
25 - 49 ans	175 380	- 2,8	- 10,4	- 2,9	- 9,0
50 ans et plus	76 150	- 2,0	- 4,3	- 1,7	- 3,7

Sources : STMT - Pôle Emploi, DARES  
Calcul des CVS-CJO : DARES

## Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Catégories A, B, C	Pays de la Loire			France	
	T1 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	150 770	- 0,2	- 5,1	- 0,6	- 4,3
<b>DELD :</b>					
1 à 2 ans	52 710	- 9,0	- 26,4	- 8,2	- 23,6
2 à 3 ans	31 980	- 3,5	- 6,6	- 2,5	- 3,6
3 ans et plus	57 550	- 3,2	- 4,7	- 3,1	- 4,0
<b>Total DELD</b>	<b>142 230</b>	- 5,5	- 14,5	- 5,0	- 12,5
<b>Part des DELD</b>	<b>48,5 %</b>	- 1,4 pt	- 2,6 pt	- 1,1 pt	- 2,2 pt

Sources : STMT - Pôle Emploi, DARES  
Calcul des CVS-CJO : DARES

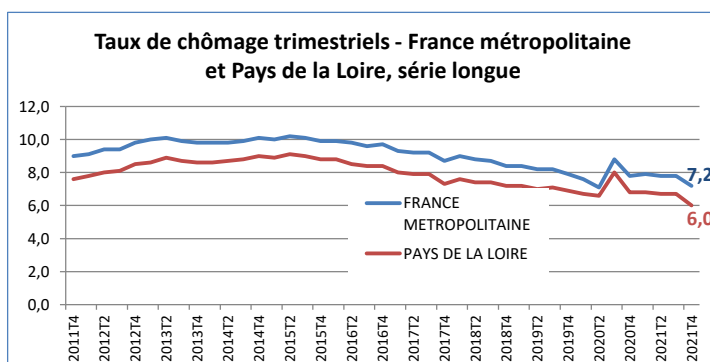
## Les demandeurs d'emploi indemnisés en France métropolitaine

Données cvs	T4 2020	T3 2021	T4 2021
Assurance chômage	2 798 700	2 582 700	2 493 900
Solidarité Etat	338 900	332 900	308 300
Autres*	101 800	129 800	105 000
<b>Total des DE indemnisés</b>	<b>3 239 400</b>	<b>3 045 400</b>	<b>2 907 200</b>
Formation	152 900	226 700	169 700
<b>Au T3 2021</b>			
Part des DE indemnisés au titre de l'assurance chômage**			68,6%
Part des DE indemnisés parmi les DE indemnisables ***			70,0%

Source : Fichier national des allocataires (FNA) et Fichier historique statistique (FHS)  
\* Autres : ARE et AREF sous conv. de gestion, rému. formation, rému. de fin de formation  
\*\* Part des DE indemnisés : total des DE indemnisables / DEFM de Cat. A, B, C.  
\*\*\* Part des DE indemnisés : total des DE indemnisés / DE indemnisables  
Champ : France métropolitaine

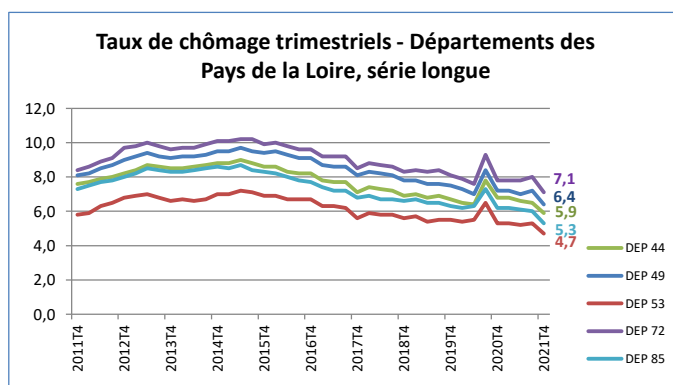
# Les taux de chômage

## Taux de chômage - Région et France



Source INSEE, taux trimestriels cvs, données susceptibles de révision

## Taux de chômage - Départements



Source INSEE, taux trimestriels cvs, données susceptibles de révision

## Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données CVS-CJO	Pays de la Loire			France	
	Nb moyen	Var. (en %)		Var. (en %)	
	2022 T1	trim.	annuelle	trim.	annuelle
<b>Catégories A, B, C</b>					
Fin de CDD	5 670	+ 6,8	+ 3,8	+ 8,0	+ 4,7
Fin de mission d'intérim	2 100	+ 7,1	+ 12,9	+ 8,7	+ 8,2
Démision	1 690	+ 9,7	+ 38,5	+ 9,6	+ 35,8
Rupture conventionnelle	2 140	+ 5,9	+ 10,9	+ 4,8	+ 13,0
Licenciement économique	350	- 16,7	- 7,9	- 5,7	- 13,7
Autre licenciement	1 900	+ 5,0	+ 8,0	+ 6,0	+ 8,2
Première entrée <sup>(1)</sup>	1 710	- 4,5	- 16,2	- 6,3	- 19,2
Retour d'inactivité <sup>(2)</sup>	4 430	+ 2,8	- 0,4	+ 2,4	- 2,0
Réinscription rapide <sup>(3)</sup>	4 540	+ 2,3	- 2,6	+ 2,6	+ 2,5
Autres motifs <sup>(4)</sup>	1 790	+ 4,7	+ 1,7	+ 2,7	+ 1,8
Motif indéterminé	2 020	- 8,6	- 15,5	- 2,6	- 10,9
<b>Total</b>	<b>28 340</b>	<b>+ 3,0</b>	<b>+ 1,5</b>	<b>+ 3,4</b>	<b>+ 1,5</b>

(1) Inscription à Pôle Emploi d'une pers. qui se présente pour la 1ère fois sur le marché du travail

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation

(3) Réinscription après sortie de courte durée (pour défaut d'actualisation, radiation adm., période d'inactivité)

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi

## Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données CVS-CJO	Pays de la Loire			France	
	Nb moyen	Var. (en %)		Var. (en %)	
	2022 T1	trim.	annuelle	trim.	annuelle
<b>Catégories A, B, C</b>					
Reprise d'emploi déclarée	6 310	- 16,2	- 8,2	- 13,0	- 2,2
Entrée en stage, en formation	3 200	+ 1,6	+ 1,3	+ 1,4	- 2,8
Arrêt de recherche <sup>(5)</sup>	3 160	- 1,9	+ 1,0	- 2,4	+ 5,7
Défaut d'actualisation	12 930	+ 7,5	+ 18,5	+ 7,3	+ 17,6
Radiation administrative	2 770	- 3,8	+ 42,1	- 1,9	+ 40,8
Autres cas <sup>(6)</sup>	2 000	- 5,2	- 11,5	- 2,8	- 7,0
<b>Total</b>	<b>30 370</b>	<b>- 1,8</b>	<b>+ 7,4</b>	<b>- 0,5</b>	<b>+ 8,8</b>

(5) maternité, maladie, retraite

(6) Déménagement, absence supérieure à 35 jours, etc.

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent différer très légèrement de la somme des sous-totaux

# Contrats aidés, alternance et insertion

## Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Pays de la Loire			France
	T1 2022	Cumul 2022	Réalisé (%) / objectif 2022	Réal. (%) / obj. 2022
<b>Contrats aidés :</b>				
<b>CIE Jeunes</b>	1 111	1 111	39,2	49,6
<b>PEC Jeunes</b>	nd	nd	nd	nd
<b>PEC Tous publics</b>	762	762	35,9	34,2
<i>Dont PEC QPV - ZRR</i>	nd	nd	nd	nd
<b>Mesures d'accompagnement :</b>			Var. (%) / 1a.	Var. (%) / 1a.
<b>PACEA</b>	3 076	3 076	- 29,3	- 22,9
<i>Dont Garantie Jeunes</i>	661	661	- 14,4	+ 10,2
<i>Dont résidents QPV</i>	nd	nd	nd	nd
<b>Contrats d'apprentissage</b>				
<i>Secteur privé et public ensemble</i>	5 892	45 386	+ 36,6	+ 38,4

## Les bénéficiaires présents dans les dispositifs

Données provisoires	Pays de la Loire		France
	T4 2021	Var. (%) / T4 2020	Var. (%) / T4 2020
<b>Stocks en moy. trim.</b>			
<b>Contrats aidés :</b>			
<b>CAE - PEC</b>	2 882	+ 33,1	+ 29,4
<b>Mesures d'accompagnement :</b>			
<b>PACEA</b>	18 530	+ 13,6	+ 16,2
<b>Garantie Jeunes</b>	5 056	+ 66,3	+ 77,6

## Les apprentis inscrits en CFA

	Pays de la Loire		France
	Rentrée 2020	Var. (%) / rentrée 2019	Var. (%) / rent 2019
<b>Nombre d'apprentis</b>			
<b>Apprentis</b>	42 899	+ 26,9	+ 30,9
<b>Poids de l'apprentissage parmi les 16-29 ans, rentrée 2020</b>			
<b>Pds de l'apprentissage</b>	6,7%		5,6%

Sources :

CIE (Contrat Initiative Emploi) - PEC (Parcours Emploi Compétences) : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-Milo et DGEFP

Contrats d'apprentissage, entrées : DARES, Site PoEm (Politiques de l'Emploi)

Contrats d'apprentissage, stocks : Ed Nat, Depp, note d'information n°21.30, juil. 2021

IAE : ASP, traitement DARES

## Les entrées dans l'insertion par l'activité économique

Données provisoires	Pays de la Loire			France
	Juillet à sept.-21	Cum. sur 12 mois	Var. (%) / cumul 2020	Var. (%) / cum. 2020
<b>IAE (insertion par l'activité économique)</b>				
<b>Toutes structures</b>	4 396	17 449	+ 14,8	+ 16,1
<i>Dont ACI (ateliers et chantiers d'ins*)</i>	2 011	8 078	+ 9,4	+ 10,3
<i>Dont AI (associations intermédiaires)</i>	1 095	4 474	+ 15,0	+ 17,1
<i>Dont EI (entreprises d'insertion)</i>	807	3 062	+ 12,6	+ 14,2
<i>Dont ETTI (entrp. de trav. temp. d'ins*)</i>	483	1 835	+ 52,7	+ 55,1

# Indicateurs de conjoncture

## Les défaillances d'entreprises

### Nombre de jugements d'ouverture de procédures collectives

	Pays de la Loire			
	Compar. 2022 T1 / 2021 T1	Var. (%) sur 2021 T1	Cumul depuis janvier 2022	Var. (%) sur 2021
Sauvegarde	17	-10,5	17	-10,5
Redressement Jud.	93	-17,0	93	-17,0
Toutes Liquidat* jud.	350	+22,4	350	+22,4
<b>Tous jugements</b>	<b>460</b>	<b>+10,3</b>	<b>460</b>	<b>+10,3</b>
Nb emplois impactés sauveg.	161	-36,4	161	-36,4
Nb emplois impactés RJ	650	+12,8	650	+12,8
Nb emplois impactés LJ	462	+87,8	462	+87,8
<b>Tous emplois</b>	<b>1273</b>	<b>+18,4</b>	<b>1273</b>	<b>+18,4</b>

Source : Conseil National des Greffiers des Tribunaux de Commerce (CNGTC) ns : non significatif

**Sauvegarde** : la procédure de sauvegarde est réservée aux entreprises ou débiteurs personnes physiques qui ne sont pas en état de cessation des paiements mais qui rencontrent des difficultés qu'ils ne peuvent surmonter et qui sont de nature à les conduire à la cessation de leurs paiements (impossibilité de faire face au passif exigible avec l'actif disponible). L'objectif de cette procédure est de permettre la poursuite de l'activité, le maintien de l'emploi et l'apurement du passif, en procédant à une réorganisation de l'entreprise dans le cadre d'un plan arrêté par le Tribunal.

**RJ - Redressement Judiciaire** : la procédure de redressement judiciaire doit être mise en œuvre par toute entreprise en situation de cessation de paiement. Elle permet la poursuite de l'activité de l'entreprise, le maintien de l'emploi et l'apurement du passif. Elle donne lieu à un plan arrêté par jugement à l'issue d'une période d'observation.

**LJ - Liquidation Judiciaire** : si l'entreprise ne peut être redressée, elle devra fermer ; c'est la procédure de liquidation judiciaire. Le tribunal compétent est soit le tribunal de commerce, soit le tribunal de grande instance si le dirigeant n'est inscrit ni au registre du commerce et des sociétés, ni au registre des métiers.

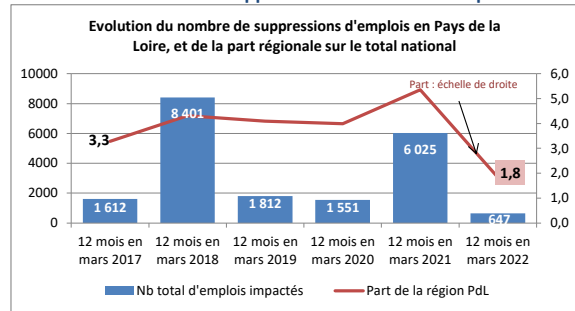
## L'impact des Plans de Sauvegarde de l'Emploi et des Ruptures Conventionnelles Collectives

### Nombre d'emplois dont la suppression est envisagée lors du dépôt de la demande de validation ou d'homologation

Nb d'emplois impactés en région *	Pays de la Loire			France
	1er trim. 2022	Cumul sur 12 m. à fin mars 2022	Ecart (%) sur 12 m. à fin mars 2022	Ecart (%) sur 12 m. fin mars 2022
Industrie	12	243	-91,4	-64,7
BTP	0	57	-16,2	-46,1
Tertiaire	11	347	-88,9	-71,4
<b>Tous secteurs (y compris agriculture)</b>	<b>23</b>	<b>647</b>	<b>-89,3</b>	<b>-68,8</b>

Source : DGEFP, Système d'information dédié aux Plans de sauvegarde de l'emploi et Ruptures Conventionnelles Collectives - Impact régional même si la procédure est gérée par une autre Drees

### Evolution du nombre de suppressions collectives d'emploi



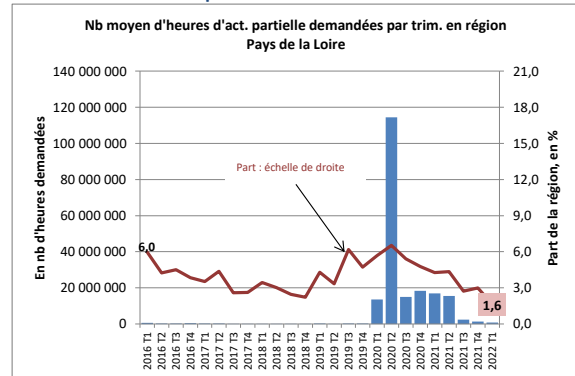
## La demande d'activité partielle

### Nombre d'heures autorisées

	Mars 2022	Pays de la Loire		France
		Nbre moyen des 12 derniers mois	Var. (%) cumul 12 mois / année précédente	Var. (%) cumul 12 mois / année précédente
Industrie	140 592	953 561	-89,7	-87,2
BTP	61 005	248 105	-93,5	-90,8
Tertiaire	258 685	3 808 113	-86,3	-79,2
<b>Tous secteurs (y compris agriculture)</b>	<b>684 720</b>	<b>5 052 706</b>	<b>-87,7</b>	<b>-80,6</b>

Source : DARES/DREETS

### Evolution de l'activité partielle



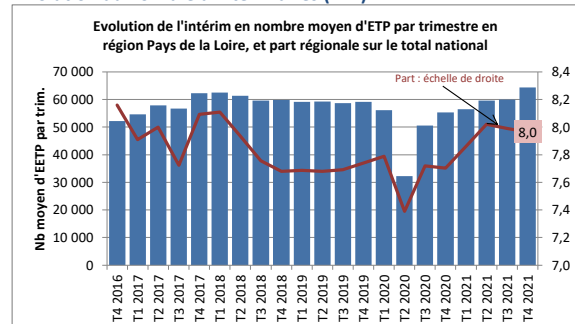
## Le travail temporaire

### Nombre d'emplois équivalents temps plein

	Pays de la Loire			France
	4ème trim. 2021 (nombre moyen)	Nbre moyen du 4ème trimestre 2020	Ecart (%) sur 1 an (4ème trim. 2021)	Ecart (%) sur 1 an (4ème trim. 2021)
Industrie	30 032	25 328	+18,6	+12,4
BTP	10 357	9 800	+5,7	+3,3
Tertiaire	23 552	19 835	+18,7	+16,8
<b>Tous secteurs (y compris agriculture)</b>	<b>64 407</b>	<b>55 281</b>	<b>+16,5</b>	<b>+12,7</b>

Source : Dares - Traitement : DARES / DREETS, données cvs

### Evolution du nombre d'intérimaires (ETP)



# Les salariés en entreprise

## (Etablissements du secteur marchand)

Pays de la Loire 4ème trimestre 2021	Effectifs salariés du secteur marchand							
	Pays de la Loire				France Métropolitaine			
	Nbre de salariés	Poids sur total activités	Evolution sur un an		Nbre de salariés	Poids sur total activités	Evolution sur un an	
		en nbre	en %			en nbre	en %	
Agriculture (prov.)	28 673	2,7	+ 995	+ 3,6	321 516	1,8	+ 7 168	+ 2,3
Industrie	255 059	23,8	+ 2 647	+ 1,0	3 122 542	17,6	+ 20 611	+ 0,7
Construction	94 102	8,8	+ 2 802	+ 3,1	1 493 270	8,4	+ 36 586	+ 2,5
Tertiaire marchand hors intérim	624 361	58,3	+ 27 280	+ 4,6	11 938 255	67,4	+ 490 054	+ 4,3
Intérim	68 670	6,4	+ 8 681	+ 14,5	827 041	4,7	+ 92 250	+ 12,6
<b>TOTAL SECTEURS MARCHANDS</b>	<b>1 070 866</b>	<b>100,0</b>	<b>+ 42 404</b>	<b>+ 4,1</b>	<b>17 702 623</b>	<b>100,0</b>	<b>+ 646 669</b>	<b>+ 3,8</b>
<i>Pour informat* : Tertiaire non marchand</i>	<i>433 452</i>		<i>+ 1 168</i>	<i>+ 0,3</i>	<i>8 078 048</i>		<i>+ 48 973</i>	<i>+ 0,6</i>
<i>Pour informat* : Total avec tertiaire non march<sup>d</sup></i>	<i>1 504 318</i>		<i>+ 43 572</i>	<i>+ 3,0</i>	<i>25 780 671</i>		<i>+ 695 642</i>	<i>+ 2,8</i>

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee

\* Pour l'intérim, les écarts annuels sont mesurés en fin de trimestre par l'Insee, ils ne sont pas comparables aux écarts mesurés en moyenne trimestrielle par la Dreets.

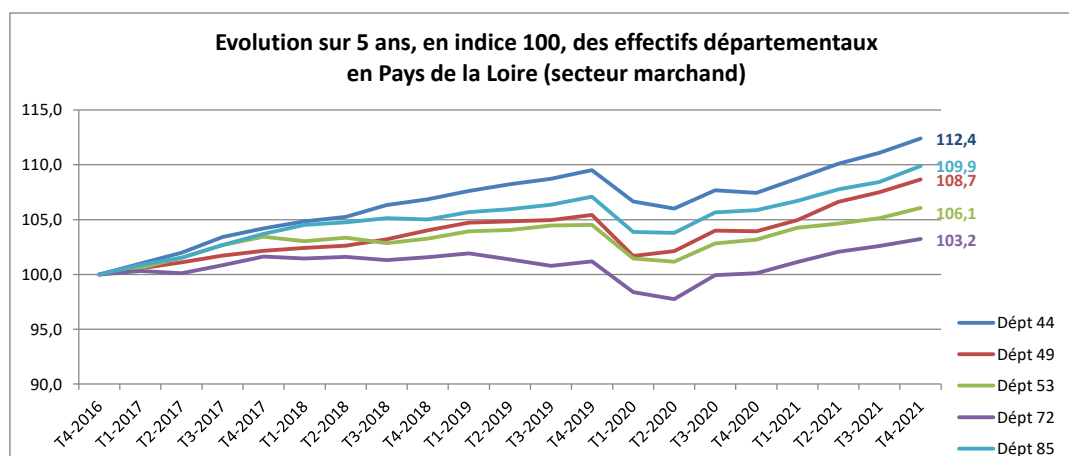
**Avertissement :** L'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données.

Par ailleurs, depuis le premier trimestre 2017, les données sont établies en coproduction avec les Urssaf (champ privé hors intérim) et la Dares (sur l'intérim). À partir de la validité du premier trimestre 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi localisé est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Sont ainsi ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs. »

## Evolution de l'emploi dans les départements et poids sur le total régional

Départements des Pays de la Loire 4ème trimestre 2021	Effectifs salariés du secteur marchand							
	Nbre de salariés	Poids sur total régional	Evolution sur un trim.		Evolution sur un an		Pour mémoire, données du même trim. n-1	
			en nbre	en %	en nbre	en %	Nb sal.	Poids/rég.
Loire-Atlantique	444 684	41,5	+ 5 144	+ 1,2	+ 19 658	+ 4,6	425 027	41,3
Maine-et-Loire	214 962	20,1	+ 2 281	+ 1,1	+ 9 322	+ 4,5	205 641	20,0
Mayenne	80 334	7,5	+ 712	+ 0,9	+ 2 199	+ 2,8	78 135	7,6
Sarthe	140 952	13,2	+ 856	+ 0,6	+ 4 253	+ 3,1	136 699	13,3
Vendée	189 932	17,7	+ 2 533	+ 1,4	+ 6 973	+ 3,8	182 960	17,8

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee - Champ : secteur marchand



# Les données départementales

## Les demandeurs d'emploi

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
<b>DEFM Cat. A au T1 2022</b>	<b>53 680</b>	<b>31 940</b>	<b>8 690</b>	<b>23 340</b>	<b>21 940</b>	<b>139 590</b>
Variation (%) sur 1 trim.	- 6,7	- 5,3	- 5,9	- 6,3	- 6,3	- 6,2
Variation (%) sur 1 an	- 21,4	- 18,7	- 18,3	- 16,9	- 21,6	- 19,9
<b>Hommes</b>	<b>27 290</b>	<b>15 590</b>	<b>4 450</b>	<b>11 660</b>	<b>10 690</b>	<b>69 690</b>
<b>Femmes</b>	<b>26 390</b>	<b>16 350</b>	<b>4 240</b>	<b>11 670</b>	<b>11 250</b>	<b>69 900</b>
< 25 ans	7 320	4 820	1 480	3 970	2 990	20 580
25-49 ans	32 820	18 450	4 970	13 000	11 670	80 910
> 50 ans	13 550	8 670	2 240	6 370	7 280	38 100
DELD (Cat. A, B, C)	53 470	33 420	8 640	22 480	24 230	142 230
Taux de chômage 4ème trim.	5,9	6,4	4,7	7,1	5,3	6,0

Sources : STMT - Pôle emploi, DARES

## Les difficultés des entreprises

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
<b>Défaillances 2022 T1</b>						
<b>Nb de Sauv + RJ + LJ</b>	<b>159</b>	<b>96</b>	<b>39</b>	<b>88</b>	<b>78</b>	<b>460</b>
Evolution annuelle (%)	+ 5,3	- 8,6	- 9,3	+ 44,3	+ 36,8	+ 10,3
Sauvegardes	3	8	1	4	1	17
Redressements Jud.	35	20	7	17	14	93
Liquidations Jud.	121	68	31	67	63	350
<b>Activité partielle 2022 T1</b>						
<b>Nbre d'heures autorisées</b>	<b>608 480</b>	<b>1 171 934</b>	<b>107 333</b>	<b>339 539</b>	<b>423 158</b>	<b>2 650 445</b>
Evol. / 2021 T1 (en %)	- 97,3	- 89,7	- 95,1	- 95,4	- 94,7	- 94,8
<b>PSE - RCC 2022 T1</b>						
<b>Nb d'emplois impactés</b>	<b>9</b>	<b>1</b>	<b>12</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>23</b>
<b>Cumul 12 mois mars 2022</b>	<b>242</b>	<b>135</b>	<b>28</b>	<b>118</b>	<b>124</b>	<b>647</b>
Evol* ann. / 12 mois préc.	- 93,8	- 79,2	- 75,7	- 72,9	- 86,9	- 89,3

Sources : voir détail page 4

## Les politiques d'emploi

Entrées cumulées des trois derniers mois disponibles	Loire-Atlantique		Maine-et-Loire		Mayenne		Sarthe		Vendée		Pays de la Loire	
	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois
CIE Jeunes   PEC 2022 T1	331	273	238	155	86	60	202	122	254	152	1 111	762
PEC Jeunes   QPV-ZRR	Ces données ne sont pas disponibles ce trimestre											
<b>Contr. d'app. entrées 2021T4</b>	<b>2 494</b>		<b>1 145</b>		<b>424</b>		<b>852</b>		<b>977</b>		<b>5 892</b>	
Cumul sur 12 mois	17 830		9 407		3 920		5 792		8 437		45 386	
<b>IAE, entrées sur 3 puis 12 mois</b>	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois	sur 3 mois	sur 12 mois
ACI (ateliers et chantiers d'ins.)	673	2 788	439	1 670	208	909	387	1 438	304	1 273	2 011	8 078
AI (associations intermédiaires)	274	1 178	493	1 765	14	51	96	338	218	1 142	1 095	4 474
EI (entreprises d'insertion)	253	947	297	1 200	67	224	113	378	77	313	807	3 062
ETI (ent. de trav. temp. d'ins.)	165	682	121	421	40	202	59	239	98	291	483	1 835

IAE : données cumulées sur les mois de Juil. 2021 à Sept. 2021, puis de Oct. 2020 à Sept. 2021

Sources : voir détail page 3

## Les effectifs salariés dans les grands secteurs d'activité

(Etablissements du secteur marchand)

4ème trimestre 2021	Loire-Atlantique		Maine-et-Loire		Mayenne		Sarthe		Vendée		Pays de la Loire	
<b>Agriculture : non communicables</b>	nc		nc		nc		nc		nc		nc	
<b>Industrie</b>	<b>78 869</b>		<b>55 046</b>		<b>24 411</b>		<b>39 767</b>		<b>56 966</b>		<b>255 059</b>	
Evol. trim. précédent (en %)	+ 0,9		+ 0,3		+ 0,1		+ 0,1		+ 0,5		+ 0,5	
Evol. sur 4ème trim. 2020	+ 2,1		+ 0,6		- 0,4		+ 1,1		+ 0,7		+ 1,0	
<b>Construction</b>	<b>38 215</b>		<b>18 286</b>		<b>7 267</b>		<b>10 374</b>		<b>19 960</b>		<b>94 102</b>	
Evol. trim. précédent (en %)	+ 0,9		+ 0,7		+ 0,4		+ 0,0		+ 1,0		+ 0,7	
Evol. sur 4ème trim. 2020	+ 3,1		+ 3,3		+ 1,3		+ 2,7		+ 3,6		+ 3,1	
<b>Tertiaire marchand sans int.</b>	<b>293 338</b>		<b>117 054</b>		<b>40 632</b>		<b>78 209</b>		<b>95 128</b>		<b>624 361</b>	
Evol. trim. précédent (en %)	+ 1,0		+ 1,0		+ 0,5		+ 0,5		+ 1,6		+ 1,0	
Evol. sur 4ème trim. 2020	+ 4,5		+ 5,7		+ 3,7		+ 4,0		+ 4,2		+ 4,6	
<b>Total marchand</b>	<b>444 684</b>		<b>214 962</b>		<b>80 334</b>		<b>140 952</b>		<b>189 932</b>		<b>1 070 866</b>	
Evol. trim. précédent (en %)	+ 1,2		+ 1,1		+ 0,9		+ 0,6		+ 1,4		+ 1,1	
Evol. sur 4ème trim. 2020	+ 4,6		+ 4,5		+ 2,8		+ 3,1		+ 3,8		+ 4,1	
<b>Intérim ETP (au dép<sup>t</sup> utilisateur)</b>	<b>23 407</b>	<b>+ 19,0</b>	<b>13 010</b>	<b>+ 17,3</b>	<b>5 766</b>	<b>+ 16,3</b>	<b>9 243</b>	<b>+ 5,0</b>	<b>12 982</b>	<b>+ 20,7</b>	<b>64 407</b>	<b>+ 16,5</b>
dont Industrie	8 404	+ 27,2	5 953	+ 24,0	3 474	+ 9,3	4 838	+ 1,8	7 362	+ 22,9	30 032	+ 18,6
dont Construction	5 162	+ 7,7	1 818	+ 2,2	655	+ 12,8	992	+ 9,2	1 730	- 0,5	10 357	+ 5,7
dont Tertiaire	9 752	+ 18,9	5 031	+ 14,8	1 577	+ 34,2	3 366	+ 8,5	3 826	+ 28,6	23 552	+ 18,7

Précision intérim : nb moyen trimestriel en ETP par grands secteurs, puis évol. annuelle

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee

## Minima sociaux et prestations sociales, repères

En France, fin 2019, 1,92 million de foyers bénéficient du **revenu de solidarité active (RSA)**, ce qui représente une hausse de 0,6 % par rapport à fin 2018. Les effectifs avaient déjà augmenté légèrement en 2018 (+1,1 %) après avoir diminué les deux années précédentes (-0,5 % en 2017 et, surtout, -4,3 % en 2016).

Fin 2020, 2,06 millions de foyers bénéficient du RSA, soit une hausse de 7,4 % en un an. Cette forte hausse est consécutive à la crise sanitaire. Avec les conjoints et les enfants à charge, 3,87 millions de personnes sont couvertes par le RSA fin 2019, soit 5,8 % de la population. 21 % des allocataires perçoivent aussi la prime d'activité.

La **prime d'activité** est un complément de revenus d'activité s'adressant aux travailleurs aux revenus modestes, salariés ou non salariés, dès 18 ans. En France, fin 2019, 4,50 millions de foyers en bénéficient, soit une augmentation de 42,7 % en un an après une hausse de 10,9 % en 2018. Cette très forte augmentation est la conséquence de la revalorisation exceptionnelle de la prime d'activité au 1er janvier 2019, à la suite du mouvement social des Gilets jaunes.

Fin 2020, 4,58 millions de foyers bénéficient de la prime d'activité, soit une légère augmentation de 1,6 % en un an.

En France, fin 2019, 351 500 personnes perçoivent l'**allocation de solidarité spécifique (ASS)**. Délivrée sous condition de ressources et d'activité passée, elle est destinée aux demandeurs d'emploi ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage. Elle est la principale allocation chômage du régime de solidarité financé par l'État. La baisse du nombre de ses allocataires, amorcée en 2016, continue en 2019 (-7,4 % en un an), mais elle est moindre qu'en 2018 (-11,1 %).

En 2020, le nombre d'allocataires augmente (+0,9 %) pour atteindre 354 700 fin décembre. Cette hausse, une première depuis 2015, est liée à la crise sanitaire.

En France, fin 2019, 1,22 million de personnes bénéficient de l'**allocation aux adultes handicapés (AAH)**, destinée à des adultes handicapés aux revenus modestes. Deuxième minimum social en nombre d'allocataires, après le RSA, les effectifs de l'AAH ne cessent d'augmenter depuis sa création, il y a plus de quarante ans. Sept allocataires sur dix sont des personnes seules et sans enfant.

Fin 2020, 1,24 million de personnes bénéficient de l'AAH, soit une augmentation de 1,3 % en un an.

Source : PANORAMAS DE LA DREES (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) - SOCIAL - Minima sociaux et prestations sociales - Ménages aux revenus modestes et redistribution - ÉDITION 2021

## Minima sociaux et prestations sociales en Pays de la Loire

### Les bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA)

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
<b>Bénéf. du RSA au T4 2021</b>	<b>30 773</b>	<b>15 457</b>	<b>3 890</b>	<b>12 697</b>	<b>6 890</b>	<b>69 707</b>
Variation (%) sur 1 an	- 7,5	- 9,4	- 12,1	- 6,0	- 15,1	- 8,7
Part (%) sur le total régional	44,1	22,2	5,6	18,2	9,9	100,0

Source : DREES, tableau de bord, suivi mensuel des prestations de solidarité pendant la crise sanitaire

### Les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS)

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
<b>Bénéf. de l'ASS au T4 2021</b>	<b>3 900</b>	<b>2 847</b>	<b>760</b>	<b>2 213</b>	<b>2 293</b>	<b>12 013</b>
Variation (%) sur 1 an	- 11,3	- 14,9	- 17,4	- 13,3	- 14,7	- 13,6
Part (%) sur le total régional	32,5	23,7	6,3	18,4	19,1	100,0

Source : DREES, tableau de bord, suivi mensuel des prestations de solidarité pendant la crise sanitaire

### Les bénéficiaires de la Prime d'Activité (PA)

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
<b>Bénéf. de la PA au T4 2021</b>	<b>99 197</b>	<b>60 470</b>	<b>20 067</b>	<b>40 110</b>	<b>45 790</b>	<b>265 633</b>
Variation (%) sur 1 an	+ 1,1	+ 0,3	+ 0,2	+ 1,9	- 0,1	+ 0,8
Part (%) sur le total régional	37,3	22,8	7,6	15,1	17,2	100,0

Source : DREES, tableau de bord, suivi mensuel des prestations de solidarité pendant la crise sanitaire

### Les bénéficiaires de l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH)

	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire	Mayenne	Sarthe	Vendée	Pays de la Loire
<b>Bénéf. de l'AAH au T4 2021</b>	<b>22 143</b>	<b>11 310</b>	<b>4 563</b>	<b>8 800</b>	<b>10 300</b>	<b>57 117</b>
Variation (%) sur 1 an	- 0,1	+ 0,8	+ 1,9	+ 2,4	+ 2,3	+ 1,0
Part (%) sur le total régional	38,8	19,8	8,0	15,4	18,0	100,0

Source : DREES, tableau de bord, suivi mensuel des prestations de solidarité pendant la crise sanitaire